

Démographie: cheveux gris et croissance molle pour l'Europe

Michel Godet et Jean-Michel Boussebart: « Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres sont arrivés à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement »

Il est classique d'attribuer la forte croissance économique de l'après-guerre en Europe à la reconstruction et au rattrapage par rapport aux Etats-Unis. Les Trente Glorieuses ont coïncidé avec la vague démographique. Il est plus rare de relever que dans les années 1950 et 1960, l'augmentation de la productivité apparente du travail était deux à trois fois plus élevée que dans les années 1980 et suivantes alors qu'à l'époque il n'y avait pas d'ordinateurs et qu'on ne parlait pas de révolution technologique. Comment ne pas voir dans cette productivité élevée, un effet de courbe d'expérience et de baisse des coûts unitaires de production dans des marchés en expansion continue ?

A l'inverse, la croissance économique comme celle de la productivité n'ont cessé de ralentir aux Etats-Unis, en Europe et au Japon depuis le début des années 1980.

Les chercheurs s'interrogent sur les causes du ralentissement concomitant de la croissance et de la productivité alors que les révolutions technologiques sont plus que jamais perceptibles. C'est le fameux paradoxe de Solow (on trouve des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de productivité). Curieusement, ces mêmes chercheurs ne s'interrogent pas sur le lien qu'il pourrait y avoir entre ce ralentissement de la croissance et le vieillissement démographique des anciennes zones développées: Japon, Europe.

Taux d'emploi plus élevé. En Europe (UE à 15) et au Japon, la croissance du PIB a été supérieure dans les années 1980 à celle des années 1990: 2,5% contre 2,3% en Europe et 4,6% contre 1,1% au Japon. Au cours de ces deux décennies, la croissance du PIB des Etats-Unis est supérieure d'environ un point à celle de l'Europe. L'explication est essentiellement (pour plus de la moitié) démographique, car l'écart de croissance du PIB par habitant n'est que de 0,2 point plus élevé outre-Atlantique qu'en Europe sur les mêmes périodes. En effet, la croissance démographique de l'ordre de 1% par an aux Etats-Unis, est depuis le début des années 1960, deux à trois fois plus élevée qu'en Europe. Une autre partie de l'explication de la croissance du PIB plus élevée aux Etats-Unis est à rechercher du côté du taux d'emploi et de la durée annuelle du travail plus élevés. Si les Américains avancent plus vite, c'est parce qu'ils sont plus nombreux et rament plus.

Les effets multiplicateurs de la démographie à la Commission de Bruxelles, mais aussi dans la plupart des instances internationales et nationales, la question du lien entre démographie et croissance est rarement évoquée. Les rapports sur la technologie, l'innovation, la compétitivité sont légion. L'homme n'est abordé que comme capital humain, et sous l'angle de la formation, considérée à juste titre comme un investissement et un facteur de croissance à long terme. La démographie n'est traitée qu'à travers le vieillissement par le haut et les problèmes qui en découlent pour l'équilibre des systèmes de retraites, les dépenses de santé, la prise en charge de la dépendance, mais quasiment jamais relativement aux conséquences du vieillissement par le bas sur la croissance et sur la place de l'Europe dans le monde.

En 2000, l'ambitieuse stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi misait essentiellement sur les technologies de l'information et de la connaissance pour assurer à l'Europe son avenir et sa puissance sur la scène internationale à l'horizon 2010. A presque mi-parcours, en 2004, le rapport Wim Kok maintenait le cap sur la société de la connaissance et un développement durable pour une Europe élargie et consacrait, fait nouveau, une petite page au vieillissement de l'Europe. Ce dernier pouvant faire baisser le potentiel de croissance de l'Union d'un point (autour de 1% au lieu de 2%) d'ici à 2040.

Comme le disait Alfred Sauvy, les économistes « refusent de voir » le lien entre croissance économique et dynamique démographique et ne cherchent donc pas à le vérifier. Pourtant, les Trente Glorieuses et le baby-boom sont allés de pair.

Productivité apparente. Dans les années 1980, la croissance du PIB par actif était comparable dans les deux zones (autour de 1,5%) avec un léger avantage pour l'Europe. Cependant, depuis les années 1990 l'Europe semble décrocher par rapport aux Etats-Unis, dont la productivité apparente (PIB/actif occupé) a augmenté de plus de 2% par an dans les années 1990 et 1,5% par an jusqu'en 2007, 1% depuis la crise. Dans le même temps, la hausse

La croissance à long terme des pays développés est commandée par la démographie: sans capital humain, la croissance est bridée faute d'oxygène

de la productivité de l'Europe des Quinze est passée de 1,7% dans les années 1990 à 1% par an entre 2000 et 2007 pour s'effondrer à 0,3% depuis 2008.

Généralement, les économistes (se référant à la fameuse fonction de production de Cobb-Douglas) expliquent la croissance par trois facteurs: le capital, le travail et le progrès technique. Revenons aux sources: la productivité est le résidu de croissance supplémentaire, qui ne s'explique pas par l'augmentation des facteurs de production (capital et travail). Faute de mieux, on attribue ce surcroît de croissance du PIB par actif au progrès technique, ce qui est une manière positive de désigner le résidu non expliqué.

En réalité, la variation du PIB par actif (productivité apparente du travail) est d'autant plus significative que le nombre d'actifs occupés et les débouchés augmentent, dans une population en expansion. Le progrès technique, l'apprentissage et les économies d'échelle conjuguent leurs effets pour baisser les coûts unitaires, améliorer la qualité, bref, augmenter la valeur ajoutée, c'est-à-dire le PIB par actif.

Le multiplicateur de la dynamique démographique joue encore pour les Etats-Unis, certes

moins que dans les années 1960, mais plus du tout pour l'Europe vieillissante. La croissance à long terme des pays développés est commandée par la démographie: sans capital humain, la croissance est bridée faute d'oxygène.

Diminution d'investissement. Une chute du nombre de naissances est, pour un pays, l'équivalent de ce qu'est pour une entreprise une diminution de l'investissement; cela permet de bénéficier, pendant un certain temps, d'une trésorerie plus confortable, au prix de problèmes graves ultérieurs. Il en ressort que la politique familiale soutenant la croissance démographique est un investissement pour le long terme. D'aucuns pourraient arguer que le déficit de naissances en Europe et son impact négatif sur la croissance économique à venir et l'élevation des niveaux de vie pourraient être compensés par des flux migratoires d'ampleur de plus en plus grande. Ils s'illusionnent comme les événements récents le montrent et notamment la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et comme le montrent aussi les réactions des populations dans la quasi-totalité des pays européens aux flux récents des migrants venus d'Afrique et du Moyen-Orient.

Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant quarante ans, sont arrivés à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses. Les ressorts du dynamisme sont les mêmes dans les domaines économique et démographique: le goût de vivre s'exprime à la fois par l'initiative économique et par l'accueil des enfants. L'esprit d'entreprise est cousin de l'esprit de famille!

Selon le scénario moyen des plus récentes projections démographiques de l'ONU, pour 2050 l'Europe des 28 pourrait stagner autour de 500 millions d'habitants et perdre 49 millions de personnes en âge de travailler dans la tranche des 20-64 ans, dont 11 millions pour l'Allemagne. L'Espagne et l'Italie devraient aussi perdre de 7 à 8 millions d'actifs potentiels. La France, quant à elle, se réjouit de quasiment rattraper l'Allemagne, ce qu'en réalité le Royaume-Uni devrait réaliser avant elle.

Il serait illusoire de se réjouir d'une perspective démographique moins défavorable en France car nos voisins sont aussi nos principaux débouchés: 87% de ce qui est produit en France est consommé en Europe, dont 70% pour la France et 17% pour les exportations (56% des 30% exportés dans le monde). Ces perspectives de vieillissement sans remplacement des générations renforcent les hypothèses structurelles de cheveux gris et de croissance molle pour l'Europe.

Jean-Michel Boussebart et Michel Godet

Projections centrales

Population (en millions)	2015	2050	Variation	Niveaux de vie en IS ppv 2011
Chine	1 376	1 348	- 28	13
Inde	1 371	1 705	+ 334	6
Russie	144	129	- 15	24
Japon	127	107	- 20	36
Afrique (dont AFN)	1 186 224	2 478 354	+ 1292 + 130	5 10
Amérique latine	634	784	+ 150	11
Amérique du Nord	358	433	+ 75	51
UE (28) + Royaume-Uni	505	500	- 5	35

SOURCE: ONU

Identités Hakim El Karoui Du burkini comme norme sociale



LE BIEN MAL NOMMÉ « burkini » a occupé la chronique estivale tout autant que les esprits des responsables politiques français. On attend la décision du Conseil d'Etat pour savoir si, en droit, ces interdictions sont acceptables. Très sincèrement, j'en doute tant la qualification de « trouble à l'ordre public » est contestable et parce qu'il faudrait expliquer pourquoi cette interdiction n'est pas discriminatoire (certains plaideront que l'asservissement de la femme dans l'espace public n'est pas le privilège de l'islam politique, que d'autres religions le pratique sans vergogne ainsi que bon nombre de publicitaires qui savent que le désir fait vendre).

En attendant, l'on sait que la campagne présidentielle à venir sera faite d'anathèmes contre les menus de substitution à la cantine, le port du voile à l'université et les mères de famille voilées qui veulent accompagner leurs enfants lors de sorties scolaires. L'islam fait peur aujourd'hui.

Débat liberticide. Vu des Etats-Unis par exemple, où la liberté d'expression et de croyance est une liberté intangible, le débat français est liberticide. Le voile n'est pas considéré là-bas comme un instrument d'oppression de la femme mais comme un signe d'appartenance religieuse qu'il faut, à ce titre, respecter. Vu de Grande-Bretagne où la société est organisée par communautés et par classes sociales, le débat est ubuesque et fait craindre aux commentateurs que la France ne soit déjà l'otage de l'extrême droite.

Vu du Maghreb où j'étais début août, le sujet est quelque peu différent. Car soit on adhère là-bas à l'islam politique et on considère que le burkini et ses avatars sont normaux et « décents ». Soit, on ne peut qu'être très préoccupé de trouver de moins en moins de femmes en maillot de bain sur les plages publiques, d'Agadir à Djerba, pour ne pas parler d'Alexandrie où elles ont disparu depuis longtemps.

Les Maghrébines progressistes ont-ils des affinités avec les tenants de la laïcité dure à la française? Non bien sûr. Alors, que signifie leur préoccupation? Elle dit une réalité complexe qu'il faut rappeler: comme le voile, c'est moins le burkini en soi qui pose problème que sa généralisation et sa diffusion dans l'espace public comme norme de vertu qui prétend s'imposer aux autres musulmanes, dans un contexte où cet accoutrement est soutenu politiquement par les promoteurs d'une vision rigoriste de l'islam.

Dès lors, le débat posé est vieux comme les sociétés démocratiques: quelle liberté pour les ennemis de la liberté? Le monde arabe a connu cette question et lui a donné des réponses tragiques. En Algérie en 1991, l'interruption du processus électoral a débouché sur la guerre civile: certains des islamistes que l'on avait privés d'une victoire aux élections municipales ont pris les armes. La Libye post-Kadhafi a donné au contraire une totale liberté aux ennemis djihadistes de la liberté. Avec un résultat tout aussi dramatique.

En fait, tout est question de mesure. On peut très bien tolérer des comportements qui ne sont pas en ligne avec les standards démocratiques des pays occidentaux tant qu'ils restent très minoritaires. La question de leur banissement se pose quand ils veulent se transformer en norme sociale. A ce titre, l'arrêté municipal peut être une bonne réponse. Pour autant que son usage soit adapté à une pression locale.



Michel Godet (à gauche) et Jean-Michel Boussebart.